

#7 Outre-mer

Malgré une baisse de plusieurs indicateurs de délinquance enregistrée en 2018, les territoires ultramarins restent plus exposés aux infractions violentes que la métropole

L'enquête « **Cadre de vie et sécurité** » a été conduite certaines années dans des départements d'Outre-mer (La Réunion en 2011, les Antilles et la Guyane en 2015, Mayotte à venir en 2020). Il en ressort notamment que la population de Guadeloupe, et plus encore celle de Guyane, est plus souvent victime de vols violents ou d'actes de violences que celle de métropole. Le niveau de délinquance en Martinique est par contre proche de celui de la métropole. Les habitants des départements d'Antilles-Guyane considèrent plus souvent que la délinquance est le problème de société le plus préoccupant. Ils sont également en moyenne plus nombreux qu'en métropole à se sentir en insécurité dans leur domicile, tout comme dans leur quartier ou leur village. Par ailleurs, les habitants de la Réunion sont relativement moins souvent victimes de violences que ceux de France métropolitaine, alors que les atteintes les plus sensibles, à caractère sexuel ou perpétrées par un membre du ménage, y sont plus fréquentes et aussi les moins déclarées. Enfin, le sentiment d'insécurité y est plus répandu.

Les dispositifs d'enregistrement des crimes et délits par les forces de sécurité étant les mêmes dans les territoires d'Outre-mer qu'en métropole, il est possible d'analyser la délinquance enregistrée dans ces territoires. Pour permettre des analyses pertinentes, on rapporte systématiquement dans ce texte le nombre de victimes à la population des territoires concernés. Parmi les territoires d'Outre-mer français, sept ont plus de 200 000 habitants : les trois départements d'Outre-mer (DOM) d'Amérique (Martinique, Guadeloupe et Guyane), les deux DOM de l'Océan Indien (La Réunion et Mayotte) et les deux collectivités du Pacifique Sud (Nouvelle-Calédonie et Polynésie Française). L'étude se concentrera principalement sur ces espaces, pour lesquels l'analyse statistique est plus robuste compte tenu des volumes d'infractions. Un encadré est consacré aux particularités de la délinquance enregistrée dans les territoires les moins peuplés.

Les forces de sécurité enregistrent, dans l'ensemble, plus d'infractions violentes dans les Outre-mer qu'en métropole, alors que les victimes de vols non violents sont plutôt moins nombreuses et en diminution. Chacun des territoires ultramarins a cependant ses propres spécificités.

En Guyane, à Mayotte et dans les Antilles, le nombre de victimes de vols violents par habitant est nettement plus élevé qu'en métropole. Depuis trois ans cependant, il diminue dans tous les Outre-mer.

Les victimes de coups et blessures volontaires, et dans une moindre mesure celles de violences sexuelles, sont relativement plus nombreuses dans les territoires ultramarins. Dans tous les Outre-mer hormis à Mayotte, les violences intrafamiliales sont particulièrement fréquentes et atteignent près du double qu'en métropole. Hors de la sphère familiale, le nombre de victimes de violences tout en étant stable comparé à 2017, reste deux fois plus élevé qu'en métropole en Guyane, en Guadeloupe, à Mayotte, ainsi qu'en Nouvelle-Calédonie.

Les victimes de cambriolages de logements sont en baisse sensible dans tout l'Outre-mer (hormis la Nouvelle-Calédonie). La diminution est plus marquée en Guadeloupe, en Martinique et à Mayotte.

Le nombre de victimes de vols violents continue de baisser dans les territoires ultramarins, tout en restant relativement plus élevé qu'en métropole

Le nombre de victimes de vols violents pour 1 000 habitants est sensiblement plus élevé dans les Outre-mer qu'en métropole (2 contre 1,3) (*figure 1*).

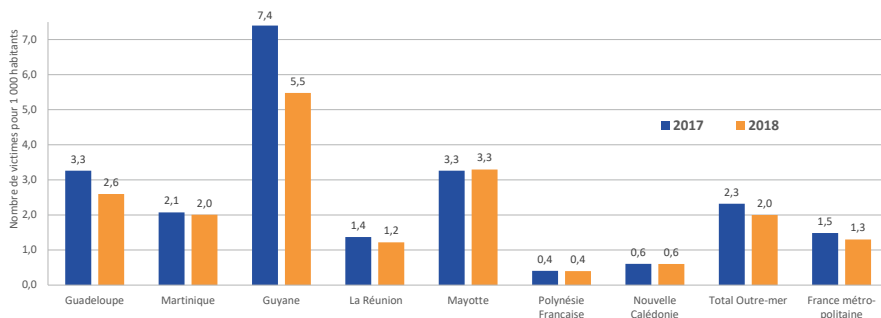
En dépit d'une baisse du taux de victimes pour 1 000 habitants, la Guyane est toujours largement en tête en nombre de victimes de vols violents (5,5). Elle est suivie de Mayotte (3,3) pour laquelle le nombre de victimes pour 1 000 habitants reste stable. Une baisse notable est enregistrée également en Guadeloupe où le nombre de victimes pour 1 000 habitants reste toutefois supérieur à la moyenne des Outre-mer. A la Martinique, cet indicateur est légèrement inférieur au niveau moyen des Outre-mer. A contrario, il est très nettement inférieur en Polynésie et en Nouvelle-Calédonie à celui de la métropole.

Plus de victimes de violences physiques et sexuelles dans les territoires ultramarins

En métropole, les forces de sécurité ont enregistré 0,7 victime de violences sexuelles (viols, tentatives de viols, agressions et harcèlements sexuels) pour 1 000 habitants en 2018. Ce taux est beaucoup plus élevé en Guyane (1,3) ainsi que dans les territoires de l'Océan Indien et de l'Océan Pacifique (entre 0,9 et 1,0), mais l'écart

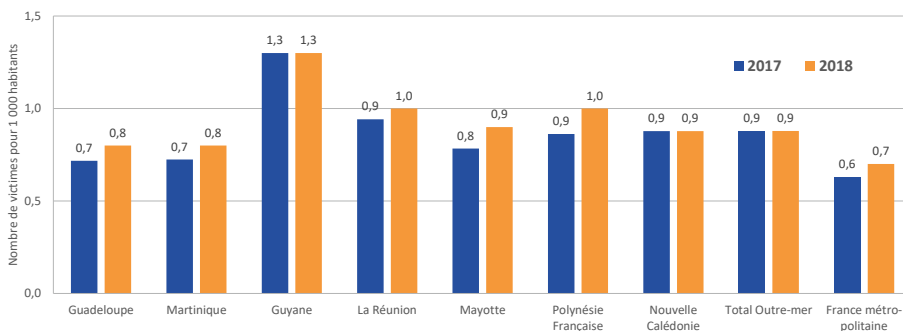
avec la métropole n'est pas très important pour les DOM antillais (figure 2). Ces constats étaient similaires en 2015, 2016 et 2017.

1. Victimes de vols avec violences pour 1 000 habitants en 2018



Source : SSMSI, base des victimes de crimes et délits 2018, données provisoires ; Insee, recensement de la population.

2. Victimes de violences sexuelles enregistrées, pour 1 000 habitants en 2018



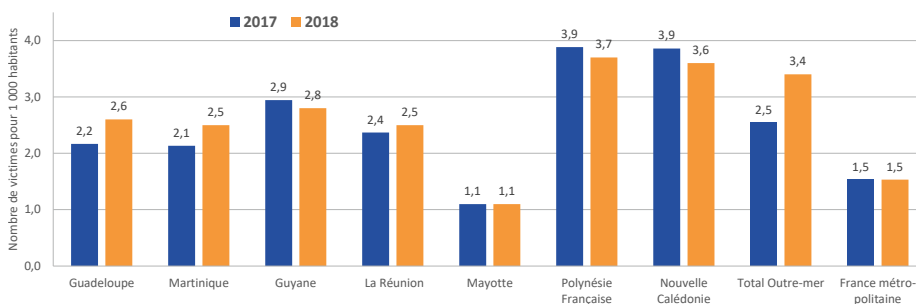
Source : SSMSI, base des victimes de crimes et délits 2018, données provisoires ; Insee, recensement de la population.

Des violences intrafamiliales nombreuses qui progressent notablement en 2018 dans une situation contrastée suivant les territoires

En 2018, alors que les forces de sécurité constatent en moyenne 1,5 victime pour 1 000 habitants en métropole, ce chiffre atteint 3,4 en Outre-mer contre 2,5 l'an dernier.

La Polynésie française et la Nouvelle-Calédonie se situent au-dessus de cette moyenne bien que plus bas qu'en 2017. En Guadeloupe et en Martinique, cet indicateur progresse légèrement mais reste en deçà (*figure 3*).

3. Victimes de coups et blessures volontaires dans la sphère familiale pour 1 000 habitants en 2018



Source : SSMSI, base des victimes de crimes et délits 2018, données provisoires ; Insee, recensement de la population.

Le département de Mayotte n'est pas spécifiquement concerné par ces violences intrafamiliales : le nombre de victimes enregistrées pour 1 000 habitants est légèrement inférieur à celui de la métropole.

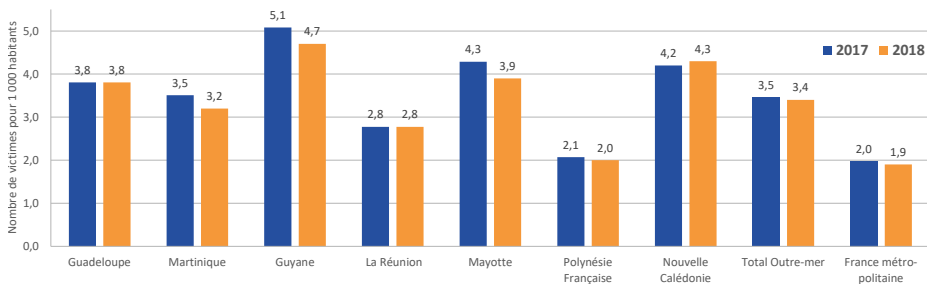
Hors de la sphère familiale, les violences enregistrées sont également plus fréquentes qu'en métropole

Concernant les coups et blessures volontaires³ dont l'auteur n'est pas de la même famille que la victime, le nombre de violences pour 1 000 habitants est nettement plus élevé dans les grands territoires ultramarins qu'en métropole, à l'exception de la Polynésie française (*figure 4*). En Guyane, en Guadeloupe, à Mayotte et en

³ Pour une définition plus précise des infractions retenues ici, voir la fiche « Coups et blessures volontaires »

Nouvelle-Calédonie, le nombre de victimes pour 1 000 habitants est même deux fois supérieur à celui constaté en métropole. Toutefois la Martinique, la Guyane et Mayotte enregistrent une légère baisse en 2018.

4. Victimes de coups et blessures volontaires hors de la sphère familiale pour 1 000 habitants en 2018



Source : SSMSI, base des victimes de crimes et délits 2018, données provisoires ; Insee, recensement de la population.

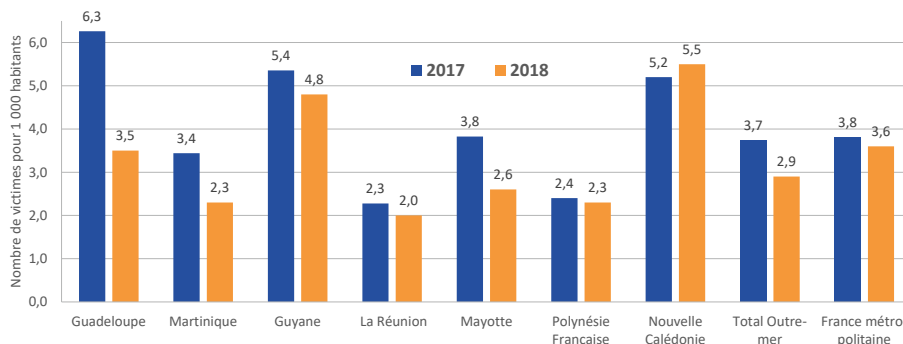
Dans les territoires où la violence est élevée, le nombre d'homicides est également élevé.

Le nombre d'homicides est également beaucoup plus élevé qu'en métropole : en moyenne sur 4 ans (2015-2018), on déplore en métropole 0,13 victime pour 10 000 habitants. Ce taux est de 0,3 à Mayotte et en Polynésie française, 0,5 en Martinique, 0,6 en Nouvelle-Calédonie, 0,8 à la Guadeloupe, et 1,3 en Guyane. En revanche la Réunion se situe dans la moyenne métropolitaine.

Des cambriolages de logements en baisse sensible dans tout l'Outre-mer sauf en Nouvelle-Calédonie

Entre 2017 et 2018 le nombre de victimes de cambriolages de logements enregistrés par les forces de sécurité a fortement diminué passant de 3,7 à 2,9 pour 1 000 logements pour l'ensemble des territoires d'Outre-mer. La baisse est particulièrement marquée en Guadeloupe, en Martinique et à Mayotte et dans une moindre mesure à la Réunion et en Guyane. Une augmentation est en revanche relevée en Nouvelle-Calédonie.

5. Cambriolages de logements pour 1 000 habitants en 2018



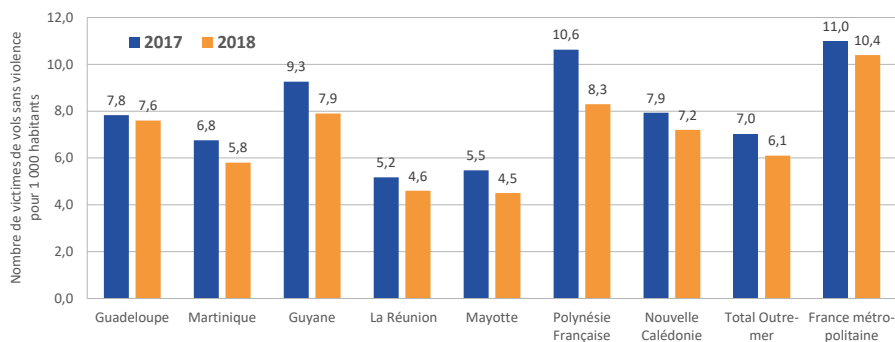
Source : SSMSI, base des victimes de crimes et délits 2018, données provisoires ; Insee, recensement de la population.

En 2018, les trois territoires ultramarins qui restent les plus concernés par cette forme de délinquance sont la Nouvelle-Calédonie, la Guyane et la Guadeloupe (figure 5). Cette dernière connaît une baisse sensible du nombre de cambriolages pour 1 000 habitants passant de 6,3 en 2017 à 3,5 en 2018.

La tendance baissière des vols sans violence contre les personnes observée en métropole l'est également en Outre-mer

La fréquence des vols sans violence contre les personnes (vols de type *pick-pocket*) est bien plus faible dans l'Outre-mer qu'en métropole (figure 6). L'année 2018 enregistre une baisse sensible et c'est en Polynésie française qu'elle est la plus notable avec 8,3 vols pour 1 000 habitants contre 10,6 en 2017. La même évolution est constatée en Martinique, à la Réunion, à Mayotte et en Guyane.

6. Vols sans violence contre les personnes, pour 1 000 habitants en 2018



Source : SSMIS, base des victimes de crimes et délits 2018, données provisoires; Insee, recensement de la population.

Encadré

Très peu d'infractions enregistrées à Saint-Pierre et Miquelon et à Wallis et Futuna.

Dans les îles de l'océan Pacifique de Wallis-et-Futuna (12 000 habitants) et dans le territoire nord-américain de Saint-Pierre et Miquelon (6 000 habitants), seules quelques dizaines d'infractions sont relevées chaque année, et, une fois rapportées à la population, elles font apparaître des niveaux de délinquance enregistrée inférieurs à la métropole. Le constat est le même à Saint Barthélemy avec un taux de délinquance très faible.

Il n'en est pas de même dans les petites Antilles de Saint Martin (9 000 habitants), où les violences sexuelles, les coups et blessures volontaires hors et dans la sphère familiale sont supérieures à la métropole et à la moyenne de l'Outre-mer.

Définitions

- **CVS-CJO**

La correction des variations saisonnières et des jours ouvrables (CVS-CJO) est un traitement statistique de la série brute (i.e. initiale) qui vise à en éliminer les composantes cycliques (saisonnalité, nombre de jours ouvrables, année bissextile) pour permettre de mieux discerner son évolution fondamentale (tendance et chocs conjoncturels, notamment). La désaisonnalisation est effectuée sur la série mensuelle, et la série trimestrielle CVS-CJO est obtenue par cumul de la série mensuelle désaisonnalisée. La série annuelle cumule les données mensuelles brutes sur l'année civile.

- **Mise en cause**

Les forces de sécurité, police et gendarmerie, sont chargées quand elles constatent (ou qu'on leur signale) un crime ou un délit, d'en rechercher les auteurs sous l'autorité des parquets. Quand, dans le cadre de leur enquête, elles auditionnent une personne et que des indices graves ou concordants rendent vraisemblable qu'elle ait pu participer comme auteur ou complice à la commission d'un crime ou d'un délit, elles signalent l'identité de cette personne aux autorités judiciaires. On considère dans ce cas que cette personne est « mise en cause ». La notion de mis en cause utilisée ici est donc plus restrictive que l'usage courant, qui désigne toute personne soupçonnée à un moment donné d'avoir participé à la réalisation d'une infraction. C'est la justice qui déterminera, ultérieurement, si une personne est ou pas l'auteur effectif de l'infraction : ne sont retracés ici que les résultats de l'enquête menée par les forces de sécurité.

- **Taux de victimation**

Le « taux de victimation » est le rapport entre le nombre de victimes appartenant à une catégorie de population et la population totale de cette catégorie. Il est le plus souvent exprimé pour 1 000 habitants.

- **Victimation**

Étude des phénomènes délinquants qui s'intéresse en premier lieu à la personne des victimes. La méthode la plus fiable pour mesurer la victimation est la réalisation d'enquêtes auprès de la population, dites « enquêtes de victimation », au cours desquelles on demande aux individus s'ils ont été victimes d'atteintes à leurs biens (vols, dégradations, etc.) ou à leur personne (agressions, insultes, violences, etc.). La principale enquête de victimation en France est l'enquête « Cadre de Vie et Sécurité ».

Pour en savoir plus

- Grenon-Mur M., « La délinquance enregistrée Outre-Mer », éclairage extrait de « Insécurité et délinquance en 2016 : Premier bilan statistique », InterStats, janvier 2017
- « La délinquance enregistrée outre-mer : des situations très variées selon les territoires », Interstats Info rapide n°5, mai 2016
- Burricand C., Jamet L., « Davantage de vols et d'actes violents en Guadeloupe et Guyane qu'en métropole », Insee Première No 1632, janvier 2017
- Naulin A., « De nombreuses victimes de délinquance d'appropriation et de violences en Guyane », Insee Analyses Guyane n°20, 2017
- Naulin A., « Un sentiment d'insécurité en Guadeloupe, renforcé par les nombreux cambriolages et vols avec violence », Insee Analyses Guadeloupe n°18, 2017
- Millet C., « La Martinique, région des Antilles-Guyane la moins touchée par la délinquance », Insee Analyses Martinique n° 16, 2017.
- Elizéon S., Levet A., Mariotti E., « Enquête Cadre de vie et sécurité à La Réunion - Moins de victimes de violences qu'en France métropolitaine », Insee partenaires n°16, Insee La Réunion, juin 2012